

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 23 février 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 8 novembre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société du Parc Eolien de Pouzols**

Centre d'affaires Wilson -  
1 Carrefour de l'Hours - CS 50002  
34500 Béziers

Références : UID11/66-C3-2024-059  
Code AIOT : 0006605531

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2023 dans l'établissement et la société du Parc Eolien de Pouzols implanté Lieux-dits le Pech et Lous Rocs 11120 Pouzols-Minervois. L'inspection a été annoncée le 25 septembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDF ENF STE - Parc Eolien de Pouzols
- Lieux-dits le Pech et Lous Rocs 11120 Pouzols-Minervois
- Code AIOT : 0006605531
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 6 aérogénérateurs d'une puissance totale de 5,1 MW) mis en service en 2013.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suite de la visite de 2017,
- Respect de la réglementation, notamment l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2015.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
13	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	Sans objet
15	Balisage	Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 5	Sans objet
16	Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 5	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
2	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
12	Risques	Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24	Sans objet
14	Documentation aéronautique	Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 5	Sans objet
17	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 6-III	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant ne respecte pas certaines dispositions réglementaires, mais qui ne sont pas à ce stade de nature en engendrer des risques graves, en particulier concernant la gestion des déchets, le débroussaillage et les niveaux sonores.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, OREOL
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison, sur le site internet OREOL.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, OREOL
<b>Prescription contrôlée :</b> II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :  <ul style="list-style-type: none"><li>- le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;</li><li>- le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ;</li><li>- la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ;</li><li>- la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;</li><li>- le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ;</li><li>- la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs.</li></ul> Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déclaré sur OREOL l'ensemble des informations relatives aux différentes étapes de la vie du parc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé un suivi environnemental en 2014, 2015 et 2016.</p> <p>Le rapport de suivi de 2016 conclut que l'impact du parc est pour l'avifaune l'avifaune faible à négligeable et pour les chiroptères très faible.</p> <p>Le parc ayant été mis en service en 2013, un suivi a été réalisé en 2023-2024. L'exploitant doit transmettre le rapport de ce suivi dès réception. Ce protocole doit être conforme au protocole reconnu par le Ministère dans sa version de 2018.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport du suivi environnemental de 2016 ne mentionne pas qu'il a été réalisé selon le protocole reconnu par le ministre chargé des installations classées dans sa version de 2015.</p> <p>L'exploitant doit justifier que les modalités du protocole utilisé pour le suivi de 2016 est bien conforme à celles du protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées dans sa version de 2015.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

#### N° 5 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.</p> <p>Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de</p>

<p>suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour les données des suivis environnementaux réalisés antérieurement à l'obligation de dépôt, soit le 1er juin 2018, il n'y a pas d'obligation de dépôt. Toutefois, il est fortement suggéré aux maîtres d'ouvrage de déposer leurs données disponibles à titre volontaire.</p> <p>Concernant le suivi de 2023-2024, lors de sa transmission au service de l'inspection, il devra être accompagné du justificatif du dépôt de ses données brutes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, les éoliennes E2 et E5 et le poste de livraison étaient maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Panneaux et signalétique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les numéros affichés sur les éoliennes ne correspondent pas à ceux déclarés sur OREOL ni à ceux mentionnés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 août 2015. Par exemple pour la première éolienne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• OREOL : 0006605531_E1,</li> </ul>

- APC : E1,
- Eolienne : P1.

Par ailleurs, les affichages sur les éoliennes sont au niveau de la porte avec les autres panneaux ce qui ne les rend pas très visibles.

Par conséquent, l'exploitant doit modifier les affichages dans OREOL et sur les éoliennes avec un meilleur positionnement afin de les mettre en cohérence avec les dénominations de l'arrêté de 2015. L'exploitant doit transmettre les justificatifs de ces modifications au service de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

## N° 8 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Formation et exercices

### **Prescription contrôlée :**

Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.

La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.

### **Constats :**

L'exploitant a fourni les attestations de formation sur les risques accidentels visés à la section 5 de son personnel réalisé en 2023.

Il semble opportun que l'exploitant réalise un exercice en 2024 en lien avec les services de secours.

Le registre est en place.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

## N° 9 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien

### **Prescription contrôlée :**

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.

### **Constats :**

L'intérieur des aérogénérateurs n° E2 et E5 était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 10 :** Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b>  Le registre est réalisé via :  <ul style="list-style-type: none"><li>- un registre spécifique qui permet de suivre toutes les interventions sur le parc, notamment les opérations de maintenance,</li><li>- une GMAO (SAP) qui permet de suivre les opérations préventives et correctives engagées.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 :** Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion déchet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
<b>Constats :</b>  Les bordereaux de suivi de déchets (BSD), générés via l'application TRACKDECHET, plateforme numérique visant à dématérialiser la traçabilité des déchets dangereux, ne sont pas au nom de la société exploitant le parc ni à l'adresse du parc éolien, qui est le producteur du déchet, mais au nom de la base de maintenance de la société EDF implanté sur le territoire de la commune de Colombiers.  Par ailleurs, en cas de « rupture de traçabilité de déchet » et donc transfert de la responsabilité du producteur, l'exploitant, en tant que producteur, doit s'assurer que la société traitant les déchets est bien autorisée par arrêté préfectoral à cette rupture de traçabilité. L'exploitant a fourni l'arrêté de la société Chimirec mentionnant l'autorisation de rupture.  Enfin, l'installation collectant les déchets est le site de maintenance d'EDF basé à Colombiers. Ce site n'est pas régulièrement déclaré ou autorisé pour une activité de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées. L'exploitant a informé l'inspection qu'il comptait mettre en place des containers à déchets sur site. L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments de mise en conformité de son site sur ce point avant réalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites



## N° 12 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni un rapport de contrôle de moins d'un an (septembre 2023) pour les extincteurs des éoliennes et du poste de livraison.  Le local SCADA n'est pas équipé pas d'un extincteur, il semble opportun d'équiper ce local d'un extincteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 13 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. II.-Les mesures effectuées pour vérifier le respect des dispositions de l'article 26, ainsi que leur traitement, sont conformes au protocole de mesure acoustique des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministre chargé des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le rapport de contrôle acoustique de 2013 met en évidence le respect des valeurs limites pour le parc de Pouzols. Pour les émergences, des dépassements ont lieu par vent Nord-Ouest. L'exploitant a mis en place un bridage acoustique.  L'exploitant doit réaliser une campagne de mesures acoustiques pour s'assurer de l'efficacité de ce bridage.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 14 : Documentation aéronautique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 5
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation est inscrite sur les publications d'information aéronautique de la zone aérienne de défense Sud de Salon de Provence.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni un courrier de la DGAC du 4 février 2014 confirmant l'inscription du parc sur la documentation aéronautique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Balisage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> Le balisage diurne et nocturne des éoliennes est réalisé conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu justifier de la conformité du balisage pour l'ensemble des éoliennes du parc.  L'exploitant doit transmettre les justificatifs de conformité pour toutes les éoliennes au service de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 16 : Prévention incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Débroussaillage
<b>Prescription contrôlée :</b> La construction des ouvrages au sein d'espaces naturels combustibles prend en compte la réglementation spécifique liée aux équipements DFCI permettant la lutte contre les feux de forêts et le respect des arrêtés préfectoraux n°2005-11-0388 relatifs au débroussaillage et maintien en état débroussaillé et gestion forestière, et n°2005-11-0359 concernant l'emploi du feu. Le débroussaillage est obligatoire à 50 m autour de toutes les installations et de 10 m de part et d'autre des accès.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant a fourni une facture mentionnant le débroussaillage : <ul style="list-style-type: none"> <li>• de 5 m de chaque côté des pistes d'accès,</li> <li>• d'un rayon de 50 m autour de 6 machines,</li> <li>• autour de 3 citernes.</li> </ul> Ce débroussaillage n'est pas conforme. En effet il est réalisé sur 5 m au lieu de 10 autour des pistes, ne mentionne pas le poste de livraison ni le périmètre autour des citernes.

L'exploitant doit s'assurer que son prestataire réalise un débroussaillage conforme à la législation et doit pouvoir justifier concrètement de la bonne réalisation du débroussaillage.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 17 : Garanties financières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 6-III

**Thème(s) :** Autre, Garanties financières

**Prescription contrôlée :**

Les documents attestant la constitution du montant des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

L'exploitant adresse au préfet, avant le 25 août 2015 le document attestant la constitution du montant des garanties financières.

Sauf dans les cas de constitution de garanties financières par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant la constitution du montant des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

**Constats :**

L'exploitant a fourni une attestation de garanties financières allant jusqu'au 24 août 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite